

6-1-2013

## Michel KOKOREFF et Didier LAPEYRONNIE (2013). Refaire la cité. L'avenir des banlieues.

Cyrille François

*Université de Cergy-Pontois*

Follow this and additional works at: <https://crossworks.holycross.edu/pf>



Part of the [French and Francophone Language and Literature Commons](#)

### Recommended Citation

François, Cyrille (2013) "Michel KOKOREFF et Didier LAPEYRONNIE (2013). Refaire la cité. L'avenir des banlieues.," *Présence Francophone: Revue internationale de langue et de littérature*: Vol. 80 : No. 1 , Article 12.

Available at: <https://crossworks.holycross.edu/pf/vol80/iss1/12>

**Michel KOKOREFF et Didier LAPEYRONNIE (2013). *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 106 p.**

Victimes de stéréotypes et d'ostracisme, les banlieues françaises se voient souvent ramenées aux espaces de la marginalité, de la précarité, de la violence et des déboires de l'immigration. De générique, la notion est devenue une catégorie péjorative, réduite aux quartiers populaires dits parfois « à risques » ou sensibles ; des lieux objets de craintes et d'hostilités, de réprobations et de fantasmes. L'essai publié en janvier 2013 par les sociologues Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie fait le point sur la situation de ces lieux de l'ombre sur lesquels le projecteur médiatique se braque ponctuellement au gré des incidents qui s'y déroulent. L'ouvrage retrace l'évolution de la situation dans les « cités » en privilégiant une réflexion sur la dimension politique du rapport entre l'État et les « quartiers » : là où l'on aurait tendance à se contenter d'une analyse socioéconomique de la marginalité, les deux auteurs insistent sur l'importance essentielle d'une mise à l'écart politique des habitants, autant à l'origine de la ghettoïsation que la pauvreté, le chômage, l'échec scolaire ou les tensions communautaires.

Au cours des années 1950-1970, les banlieues remplacent les bidonvilles et participent d'une reconstruction de l'espace urbain suite à la Seconde Guerre mondiale et à la sollicitation des populations du Maghreb et d'Afrique sub-saharienne. À partir de cette période d'émergence, Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie distinguent trois « âges » de la banlieue au cours desquels les conditions de vie se dégradent. Dans un premier temps, dans les années 1970-1980, les quartiers s'organisent et perdent la mixité sociale des origines. L'exclusion se fait sentir et engendre une frustration accrue dans les années 1990. En réponse, les quartiers se réorganisent autour d'une culture de la rue et de la sphère privée. Le troisième âge s'ouvre, quant à lui, à une date symbolique, le 11 septembre 2001, et marque la ghettoïsation des quartiers. La population se retrouve de plus en plus isolée dans un espace où la violence se radicalise et où les trafics s'amplifient. Le clivage avec la société civile passe par l'hostilité et le rejet des institutions ainsi que par l'apparition d'autres moyens d'organiser la vie commune (la religion et les appartenances micro-territoriales).

Le deuxième chapitre passe à une perspective synchronique : les auteurs y montrent la diversité des situations, corrélée à la diversité des contextes (l'économie locale, la mobilité des populations, les actions associatives ou des résidents, les infrastructures de transports, la rénovation du bâti, la présence de trafics sont autant de facteurs cités), tout en cherchant à rendre perceptible l'unité d'ensemble. Ils s'appuient, pour ce faire, sur la comparaison entre Marseille, la « ville-puzzle », et Toulouse, la « ville clivée » et élargissent ensuite le propos par la suggestion d'une

« typologie des quartiers » en fonction du dynamisme de la ville à laquelle ils sont rattachés et de leur participation culturelle, sociale et politique à leur environnement.

Constatant cette diversité, les auteurs n'éluent pas la difficulté de cerner précisément leur objet et de rappeler les biais possibles : si les quartiers populaires ne regroupent pas tous les pauvres, ils se spécifient par la « concentration des problèmes sociaux » (53), des taux élevés de chômage, une forte précarité de l'emploi et, par conséquent, une surreprésentation des personnes bénéficiant des « dispositifs sous condition de ressources » (54). L'étude du cas présenté par la Seine-Saint-Denis leur permet d'illustrer cette spécificité des quartiers populaires au sein d'un département en « peau de léopard » où alternent les poches de pauvreté discontinues et des espaces dynamiques : les ghettos caractérisés par des populations aux revenus faibles et issues en grande partie de l'immigration, par une scolarité brève et par la croissance démographique annuelle la plus forte de France.

Selon Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie, la diversité des situations est rendue plus difficile à lire encore par l'instabilité des quartiers consécutive, écrivent-ils, à la délinquance, à l'insécurité et aux modifications de l'immigration. Ce qu'ils appellent « l'ambiance » d'un quartier résulte ainsi de la répartition des « origines » des populations et de l'importance prise par les tensions inter et intracommunautaires en dépit et au-delà de l'appartenance à une « cité », à un « immeuble », à un groupe de pairs, les quartiers n'étant pas homogènes mais découpés en micro-territoires où les groupes sociaux s'opposent.

Le troisième chapitre de l'essai revient à une logique plus générale de la césure entre les populations de banlieue populaire d'un côté, l'État, les institutions, voire le reste de la société civile, de l'autre. Les politiques publiques

se sont montrées incapables de prendre en compte les atouts, les ressources et les forces des populations, tant à travers les actions des militants associatifs qu'à travers les initiatives et demandes des habitants. Or, on ne sortira pas de la spirale de la dégradation (ou des pièges du statu quo) sans favoriser la mobilisation des gens autour d'enjeux politiques, sans leur donner la parole et accepter d'écouter ce qu'ils ont à dire (69).

Ils dénoncent les entreprises des pouvoirs publics qui ont surtout confirmé une relation d'assistanat.

La marginalisation est ici traitée pour sa nature politique plus qu'économique et sociale. Les deux auteurs reviennent sur le sentiment d'emprisonnement et de mise à l'écart vécu par les habitants. Ils interprètent

les émeutes et échauffourées non pas comme le résultat du chômage ou de revendications religieuses, mais comme le seul moyen d'expression politique des populations, la seule manière de pallier le « déficit de représentation ». La révolte, précisent-ils, ne s'origine pas uniquement dans des causes économiques et sociales (chômage, précarité, destruction du lien social) ; la revendication est morale, exprimant une discrimination politique, une mise à l'écart de la citoyenneté. Bien qu'ils montrent une indifférence certaine à l'égard des institutions et de la politique, les habitants estiment qu'ils ne sont pas traités comme des citoyens. La radicalisation de la violence, par l'usage d'armes à feu contre les forces de l'ordre notamment, est en quelque sorte proportionnelle au besoin de représentativité.

La perception négative des habitants par eux-mêmes répond à une définition négative de la banlieue marginale par les pouvoirs publics. Autrement dit, la représentation et les effets de (dé)valorisation interviennent directement dans la manière dont les populations se considèrent et agissent. Les rénovations et transformations de l'espace urbain, les actions sécuritaires et les politiques sociales restent incapables de satisfaire les habitants et de solutionner la marginalité puisqu'elles ne s'accompagnent pas d'une réelle prise en compte de leur avis et d'une responsabilisation des populations autour de projets forts dont ils seraient les acteurs. Les auteurs illustrent l'efficacité de ces trop rares projets en prenant plusieurs exemples qui servent de modèles à suivre.

Conscients des difficultés qui entravent l'action des associations et leurs difficultés à affirmer une identité positive (c'est-à-dire autrement que par la revendication de ce qui manque), Kokoreff et Lapeyronnie avertissent donc de l'urgence de prendre conscience des richesses et atouts des populations de banlieue et suggèrent quelques pistes d'action afin de créer les conditions d'une prise en main de leur avenir par les habitants : par des réformes de la géographie, du budget et du lien entre les institutions, il s'agirait de donner priorité au politique en plus de l'augmentation des moyens afin de combiner trois orientations : rapprocher les institutions de la population, mobiliser les collectifs, encourager et renforcer les interventions politiques. Ces orientations visent, répètent-ils, à transformer la négativité vécue afin que l'individu puisse mobiliser ses ressources et sorte de la dépendance.

En conclusion, les auteurs proposent trois chantiers pour la refonte des rapports entre l'État et la société civile : réformer la police et sa doctrine en matière de sécurité ; accorder le droit de vote aux immigrés aux élections locales ; dépénaliser le cannabis. Surtout, ils prennent garde à déciller ceux qui feraient, encore, des banlieues des cas à part : la transformation prônée concerne la société civile entière. La situation dans les « banlieues » est à voir comme le révélateur de la fragmentation et des défaillances de la société dans son ensemble.

*Refaire la cité* soutient une thèse forte en contrepoint aux solutions interventionnistes ou à un pessimisme borné. On appréciera particulièrement l'élucidation de la notion de « ghetto », souvent instrumentalisée, cristallisatrice de stéréotypes, en la repensant de manière politique et sans écarter l'évolution depuis les années 1970 et la multiplicité des facteurs en jeu : « la ghettoïsation est le résultat de l'abandon politique et de l'absence de sens » (91).

D'un point de vue sociologique, leur thèse et leur conclusion sont évidentes : les solutions ne résident pas par des actions hiérarchiques, économiques et urbaines, mais par une refonte de la société, l'acquisition de valeurs communes, de projets à mener et donc, d'une confiance des acteurs en leurs capacités et à l'égard de l'État. *L'avenir des banlieues* est donc conditionné aux réformes politiques et morales que l'État, la société et les habitants des banlieues seront capables de mettre en œuvre.

Cet essai est une invitation envoyée à un public large, à considérer autrement les banlieues. L'esprit didactique d'un propos clair, bien organisé et solidement étayé par de nombreuses références en font un ouvrage sérieux, compréhensible et profitable, qu'on l'utilise pour un aperçu sur la question ou en introduction à des recherches plus poussées.

**Cyrille FRANÇOIS**

Université de Cergy-Pontoise  
CRTF EA1392

**Abd Al MALIK (2010). *La guerre des banlieues n'aura pas lieu*, Paris, Le cherche midi, 180 p.**

Rappeur, musicien et poète, Abd Al Malik a obtenu le prix Laurence-Trân en Belgique pour sa première publication, *Qu'Allah bénisse la France*. Son deuxième ouvrage, *La guerre des banlieues n'aura pas lieu*, pour lequel il a reçu le prix Edgar-Faure de littérature politique, est un récit initiatique, en partie autobiographique. Une certaine musicalité se dégage de sa plume, et le résultat est un style poétique émaillé de fragments et de vers anaphoriques, fortement influencé par le slam.

Dans ce « conte réaliste d'une expérience vécue » (23), un délinquant de cité ayant séjourné en prison se métamorphose par la grâce de la parole écrite et se reconstruit au contact de l'islam. Le narrateur principal, Peggy, qui adopte le nom de Suleyman suite à sa conversion, est emblématique